



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 19 FÉVRIER 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Protection et Valorisation de
l'Environnement

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

Objet de la
délibération:

**Mise en œuvre
d'une servitude
DFCI sur les pistes
I 615 et I 33**

L'an deux mille quinze le dix neuf février à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jacques LECOINTE, Vice-président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.*

PRÉSENTS :

LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, FIORINI Francine, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LE POULAIN Yves, LEROUX Florence, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉ(S) :

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Jacques LECOINTE, Claude PIANETTI pouvoir à Claude ALEMAGNA, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Valérie MARCY, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Alain HAINAUT, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Malika GUELLATI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Florence LEROUX, Christine PREMOSSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Georges ROUVIER

ABSENT(S) :

MARCEL Frédéric, CERET Stéphan, LOEW Grégory, NICCOLETTI Christine, PESCE Thierry, SONNEVILLE David

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Bernard CHILINI

Transmis le : 25 FEV. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 26 FEV. 2015

La Communauté d'Agglomération Dracénoise demande l'établissement d'une servitude à usage DFCI, répondant ainsi aux exigences des partenaires financiers d'une pérennisation des itinéraires constitués et à la nécessité de créer des pistes essentielles à la continuité des ouvrages.

Cette servitude concerne les pistes DFCI I 615 et I 33, et est instituée au titre de l'investissement forestier 2013.

- Piste I 615.

Cet ouvrage, sis sur les communes CHÂTEAUDOUBLE, MONTFERRAT, CALLAS et CLAVIERS, reprend une piste existante à pérenniser, reliant la route départementale D955 à la route départementale D25.

- Piste I 33.

Cet ouvrage, sis sur les communes de MONTFERRAT, CALLAS et BARGEMON, reprend une piste existante à pérenniser, reliant la piste DFCI I 615 à la route départementale D19.

L'établissement de cette servitude s'appuie sur des dispositions légales déjà existantes, et en particulier :

- le Code forestier, et l'ordonnance n° 2012-836 du 29 juin 2012, notamment les articles R134-2 et R134-3 ;
- le Plan Intercommunal de Débroussaillage et Aménagement Forestier (PIDAF) de la Communauté d'Agglomération Dracénoise approuvé par la délibération n°2005-129 du 22 décembre 2005, dont le rôle principal est d'analyser le risque d'incendie, de définir une stratégie et de réaliser les travaux de création et d'entretien des ouvrages de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) ;
- l'avis favorable du Groupement Prévention/Prévision – Service DFCI de la DDSIS du Var ;
- la délibération de la Commune de BARGEMON, en date du 10 novembre 2014, entérinant la mise en œuvre de la servitude demandée sur la piste DFCI I 33 ;
- la délibération de la Commune de CALLAS, en date du 17 décembre 2014, entérinant la mise en œuvre de la servitude demandée sur les pistes DFCI I 615 et I 33 ;
- la délibération de la Commune de CHÂTEAUDOUBLE, en date du 1er décembre 2014, entérinant la mise en œuvre de la servitude demandée sur la piste DFCI I 615 ;
- la délibération de la Commune de CLAVIERS, en date du 24 novembre 2014, entérinant la mise en œuvre de la servitude demandée sur la piste DFCI I 615 ;
- la délibération de la Commune de MONTFERRAT, en date du 25 novembre 2014, entérinant la mise en œuvre de la servitude demandée sur les pistes DFCI I 615 et I 33 ;

Cette servitude DFCI a pour but « d'assurer exclusivement la continuité des voies de défense contre l'incendie, la pérennité des itinéraires constitués, ainsi que l'établissement des équipements de protection et de surveillance des forêts ».

Elle permet de mettre aux normes les voies existantes et de créer les portions qui sont nécessaires à la continuité des ouvrages, conformément au guide de normalisation des équipements DFCI.

Ainsi, les propriétaires des parcelles ne peuvent s'opposer à la création, l'aménagement, l'utilisation et l'entretien de l'ouvrage DFCI concerné, par les services chargés de la prévention et de la lutte contre les incendies.

Conformément aux dispositions de la loi, la piste ou bande de roulement de l'ouvrage DFCI, qui sera établie sur le fondement de la servitude de passage et d'aménagement, ne sera pas ouverte à la circulation générale.

En conséquence, au vu de l'avis de la commission espaces naturels, forêts, prévention des risques du 17 juillet 2014 et du 22 octobre 2014, il est demandé au Conseil d'agglomération en tant que Maître d'Ouvrage du PIDAF et dans le cadre de sa compétence :

- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet, l'établissement de cette servitude DFCI pour mener à bien la réalisation des travaux décrits ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à cette opération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 février 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.